

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Monnaie-unique-une-equation-sans-solution>

Monnaie unique, une equation sans solution.

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : lundi 12 décembre 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Que se passe-t-il lorsque l'ultime refuge se trouve lui-même secoué par la tempête ? Mercredi 23 novembre, les investisseurs ont boudé un octroi de dette allemande, signe d'une défiance inédite. Pris à leur propre piège, les marchés qui exigeaient la rigueur redoutent désormais la dépression. A ces louvoiements tentent de répondre des « sommets » dont la multiplication démontre l'inutilité.

On sait de connaissance expérimentale qu'on peut regarder Laurel entarter Hardy (ou l'inverse) un nombre incalculable de fois et en redemander sans jamais se lasser - mais les sommets européens ?... Par une regrettable erreur d'appréciation, quoique dans l'intention sans doute louable de combattre la morosité, l'Union européenne (à laquelle on pourrait ajouter le G20) semble avoir considéré que le comique de répétition était une arme possible contre la crise. On ne voit guère d'autre hypothèse à la hauteur de l'étonnante récurrence dans la pantalonnade, devenue la seule ligne ferme et claire de gouvernants européens par ailleurs en état de totale sidération.

Il faut reconnaître à leur décharge que, dans le carcan des contraintes présentes (monumental choc récessionniste post crise financière, surveillance permanente des politiques économiques par les marchés de capitaux, indépendance et pusillanimité de la banque centrale européenne [BCE], obsessions orthodoxes allemandes, défaut d'une souveraineté unitaire), l'actuelle équation de l'euro est rigoureusement sans solution...

Si ce n'est pas l'esprit de Laurel et Hardy qui règne aujourd'hui sur l'Europe c'est peut-être alors celui de Saint Augustin : « credo quia absurdum » - « je crois parce que c'est absurde ». Et il est vrai que l'acharnement dogmatique envers et contre toutes les infirmités du réel est la dernière chose qui impressionne vraiment en Europe. Après tout, nous n'en sommes jamais qu'au cinquième sommet de l'Eurozone [1], la partie augustinienne consistant en la constance dans l'aberration, et la partie comique en la répétition de communiqués se félicitant d'avoir enfin apporté une solution globale (comprehensive) aux problèmes de la zone euro... avant que tout ne soit à refaire le coup d'après. On sait le public enclin à la dissipation, c'est pourquoi sans doute le syndicat d'initiative éprouve le besoin de renouveler le spectacle en proposant des sensations de plus en plus fortes (nouvelles institutions, nouveaux pays à sauver, nouvelles tuyauteries financières, montants engagés sans cesse croissant, etc.) En vérité plus grand monde n'a envie de rire, même pas du dernier sommet de l'Eurogroupe du 27 octobre 2011 dont les formidables (et toujours comprehensive) accomplissements n'auront pas pris une semaine pour être quasiment réduits à néant par référendum grec interposé, record absolu.

En réalité, et c'est sans doute là le propre d'une époque qui ne se comparera qu'imparfaitement à la crise des années trente, les réactions gouvernementales prennent le double caractère, en apparence contradictoire, d'une parfaite pétaudière, où l'improvisation le dispute à l'incompréhension crasse des événements en cours, et du déploiement opportuniste mais très méthodique d'un agenda néolibéral inflexible. Il faut avoir en tête cette ambivalence pour rendre raison aussi bien des sommets « Helzapoppin » que de l'impressionnante résilience stratégique qui permet au système actuel de puiser au tréfonds de la (sa) crise l'occasion d'un approfondissement historique sans précédent. Cohérence et incohérence sont donc à parts égales en cette période stupéfiante où se joue le destin du néolibéralisme sur le mode binaire de l'assommoir définitif ou de l'explosion en vol.

Les intérêts à l'oubli sont si puissants qu'il faut rappeler sans cesse combien les événements actuels doivent leur origine à la crise des crédits hypothécaires, elle-même parfaite expression d'une configuration du capitalisme dans laquelle la compression indéfinie des salaires n'a laissé que le surendettement des ménages comme solution de soutien de la demande. Si bien que, par sauvetage des banques et récession interposés, l'Etat s'est trouvé emporté malgré lui à la suite de la débâcle financière privée... trop heureuse de se trouver par là métamorphosée en crise financière publique. C'est alors du côté du G20, et dans ses éditions 2009 (Londres, Pittsburgh), que s'ouvre la

séquence des sommets « stop-and-go ». Mais qui se souvient encore des cris de victoire poussés dans un bel ensemble par les gouvernants et le commentariat, soulagement probablement en proportion de la sainte trouille qui les avait stupéfiés à l'automne 2008 quand le bord du gouffre avait été approché de si près ? Il vaut mieux en effet oublier les communiqués triomphateurs, les promesses de re-régulation financière (qui ont bonne mine en 2011 quand le système bancaire menace de nouveau de ruine totale) et les assurances que « la crise est maintenant derrière nous » qu'on hésite à ranger dans les catégories de la joyeuse provocation dada ou de l'astronomique bêtise. Il n'aura pas fallu un an pour que la reprise annoncée hoquète sérieusement et que la révélation du délabrement des finances publiques grecques serve de détonateur à ce qui restera comme le pire retournement de toute l'histoire de la politique économique. On avait pu un instant avoir l'illusion que les gouvernements avaient su apprendre des erreurs du passé et notamment des désastres de la Grande Dépression, mais rien du tout ! L'acceptation des déficits par le jeu des stabilisateurs automatiques [2], seule stratégie de moyen terme praticable (n'était la tutelle délirante des marchés), n'aura pas duré une année. Et la Grèce s'est présentée comme le prétexte aussi idéal qu'apparemment bien fondé pour renverser tout le dispositif de la politique budgétaire, brutalement passée de la pratique raisonnée des déficits à l'entreprise sans espoir de leur réduction forcenée.

Sauf ceux-là qu'on persiste à appeler les « responsables », on ne sait désormais que trop - elles étaient évidentes dès le début - les raisons qui vouent la stratégie de l'austérité généralisée à l'échec : l'impossibilité pour chacun séparément de compenser par la demande extérieure l'étranglement de la demande intérieure, du fait que tous les autres alentour font le même choix de la rigueur, conduit fatalement à des baisses de croissance telles que les pertes de recettes fiscales détruisent l'effet des réductions de dépenses. Le tout prend place sous le regard, et la fêrule, d'investisseurs internationaux dont l'horizon temporel est rigoureusement incompatible avec le moyen terme nécessaire à un ajustement macroéconomique d'une telle ampleur. Il s'ensuit cet enchaînement absurde dans lequel les hausses de taux d'intérêt déclenchées par les attaques de panique spéculative dégradent cumulativement les soldes budgétaires (le service de la dette creuse le déficit qui alarme la finance qui fait monter les taux qui augmentent le service de la dette...), à quoi les politiques économiques répondent en approfondissant la restriction... et les dettes - de temps à autre Standard&Poor's ou Moddy's, parfaits agents d'ambiance, apportent leur aimable contribution au climat de folie générale. Poussées de panique financière, hausse des taux, et réactions aberrantes des politiques économiques s'appellent donc les unes les autres en une synergie toxique que la série des sommets européens porte chaque fois à de plus hautes intensités.

Au risque du paradoxe pourtant, cette ligne de chaos est doublée d'une ligne stratégique qui voit à chaque palier la croissance du désordre s'accompagner d'une croissance parallèle des avancées néolibérales. Car la crise n'est pas perdue pour tout le monde. Et pas seulement pour les banquiers gracieusement remis à flots, à bonus et à dividendes depuis l'automne 2008. Le décentrement de l'attention depuis les tares de la finance privée vers le « problème de la dette publique » aura porté à son plus haut point un certain art de la diversion, de l'escamotage et de la contre-attaque. Non pas qu'il ne se passe rien du côté des dettes publiques - on n'aura même rarement vu explosion si spectaculaire. Mais il ne se passe rien qui ne soit l'effet direct de la crise financière privée - et les banquiers qui plastronnent ne plus rien devoir à la société au motif que les aides d'urgence ont été remboursées, faisant comme si la récession qui s'en est suivie, et l'effondrement des recettes fiscales, et l'explosion des déficits, n'étaient pas de leur fait, font penser à des apprentis artificiers qui s'estimeraient quittes d'avoir remboursé la poudre mais laisseraient derrière eux le bâtiment écroulé.

Pas perdue pour les banquiers, l'occasion ne l'est pas davantage pour les gestionnaires avisés de l'agenda néolibéral à qui l'on reconnaîtra au moins le réel talent d'avoir converti en grande avancée une crise qui aurait dû signer leur disqualification historique. Depuis longtemps en fait les gesticulations sur le thème de « la dette » tentaient, par rapports Pébereau [3] ou Attali [4] interposés, de préparer le terrain et d'habituer les esprits à l'idée du rabout. Mais toutes les comédies de l'imprécation ou les trémolos de la faillite qui vient ne pouvaient suffire à accréditer l'existence d'un problème inexistant - en tout cas jusqu'en 2008. La crise financière privée qui fait monter à vue d'oeil les dettes publiques, elle, le peut. Et comme le « problème de la dette » n'a jamais paru si objectivement constitué, une combinaison hétéroclite de stratèges opportunistes et de croyants au premier degré s'est engouffrée dans la brèche pour proclamer, faussement inquiète et vraiment ravie, l'urgence - enfin - du grand ajustement. Sous

les dehors d'une réponse « rationnelle » et « nécessaire » de la politique budgétaire à une conjoncture particulière, c'est en fait une stratégie structurelle de rétrécissement, il faudrait même dire de démantèlement, de l'Etat social qui voit le jour au printemps 2010, portée par la force d'une situation en laquelle les libéraux croient pouvoir puiser la justification suffisante pour faire passer ce qui jusqu'ici ne passait pas. On connaissait déjà les procédés ordinaires de l'ajustement budgétaire : non-remplacement des fonctionnaires partant en retraite, baisse de leurs salaires nominaux, coupes sauvages dans les dépenses publiques, diminution des prestations sociales, augmentations de TVA, etc., mais cette conjoncture bénie des dieux autorise à les pratiquer à une échelle sans précédent. Avant d'ajouter le changement qualitatif à la simple intensification quantitative. Ça n'est donc pas un hasard si l'idée de l'ajustement budgétaire, d'abord apparue début 2010 sous sa forme « ordinaire », s'est donné dès 2011 la forme supérieure de la dite « règle d'or » [5], entreprise inédite de constitutionnalisation de l'équilibre des finances publiques, comble de la dépolitisation et rêve néolibéral d'un ajustement automatique, soustrait à la délibération souveraine, renvoyant toute objection aux normes lointaines, suprêmes et inquestionnables de la constitution.

La propriété la plus impressionnante du néolibéralisme réside donc assurément dans sa capacité à nourrir ses avancées de ses échecs mêmes. Et les sommets européens sont le lieu par excellence de cette transmutation - dont on n'a sans doute pas encore vu le terme. Car l'austérité elle-même, acquis pourtant aussi remarquable qu'irréversible (seule une crédulité d'enfant pourrait la croire transitoire et limitée au « mauvais moment à passer »), l'austérité donc connaîtra le même calamiteux destin que les précédentes trouvailles libérales... et le même dépassement glorieux. Cette fois en effet, tout en conservant ce qui a été si bien engrangé, il va falloir changer de terrain, car la contre-productivité toxique des austérités européennes coordonnées est maintenant trop visible.

Elle l'est des investisseurs qui réclament une chose et son contraire - la discipline budgétaire et la croissance... méthodiquement tuée par la discipline budgétaire. Elle commence à l'être des gouvernements eux-mêmes, totalement à la remorque des marchés et occupés à suivre comme ils peuvent les déplacements de leurs injonctions successives. Elle l'est enfin, mais cette fois sur un mode plus sérieux, du Fonds monétaire international (FMI), qui commence à s'émouvoir que la restriction tue la reprise [6] (et Mme Christine Lagarde elle-même semble maintenant douter des possibilités syncrétiques de la « rilance » [7]) ou de la Commission européenne dont les prévisions de croissance enregistrent les effets du désastre annoncé. La croissance de l'Union pour 2012 est révisée de 1,75 % à... 0,5 % [8]. Le Royaume-Uni, pour 2011, passe de 1,7 % à 0,7 %, pour 2012 de 2,5 % (!) à 0,6 %. La France révisé toute seule ses propres annonces : de 1,75 % à 1 %. Même l'Allemagne s'aperçoit enfin qu'on ne peut pas survivre seule au milieu d'un océan de déconfiture - à plus forte raison quand on se targue de son modèle de croissance tirée par les exports... 2012 ne sera pas à 1,8 % comme prévu, mais à 1 %, dixit le gouvernement allemand, et plutôt 0,8 % d'après les instituts indépendants.

Que peut-il rester de la stratégie de l'ajustement des déficits quand toutes les croissances s'effondrent dans un si bel ensemble et que cette synchronisation même promet quelques synergies cumulatives saignantes ? Les gouvernements semblent en avoir confusément conscience et l'on peut déjà observer les prémices d'un changement de pied qui n'abandonnerait pas tant les précieuses conquêtes de la rigueur qu'il ne leur ajouterait de nouveaux développements dans de nouvelles directions. C'est qu'en fait le néolibéralisme a deux obsessions : l'Etat et la résistance du salariat. Mais, comme les choses ne sauraient être dites avec cette joyeuse brutalité, il écrase le premier en arguant de « la dette » et attaque la seconde en disant « coût du travail et compétitivité ». Et voilà où l'impasse de l'austérité offre sa propre sortie : si la rigueur s'avère calamiteuse du point de vue même de ses objectifs allégués (la réduction des déficits), rien n'empêche d'y ajouter la stratégie de la relance de la croissance par la compétitivité - c'est-à-dire par la réduction du coût complet du travail.

On verra donc bientôt, on voit en fait déjà, pivoter le discours des politiques économiques européennes pour modérer la logique des simples tours de vis et lui substituer progressivement l'idée du rebond par les exportations compétitives : la constriction de la demande intérieure est maintenant trop évidente, le salut réside donc dans la demande extérieure. Rebaptisée « dévaluation interne » avec ce sens du maquillage verbal qui est la marque d'une époque, cette resucée de la désinflation compétitive des années 1980 [9] connaîtra le même échec que sa version

originale, et pour au moins deux raisons. En premier lieu, et à supposer qu'elle ait quelque efficacité intrinsèque, elle ne manifesterait ses bénéfices que dans le moyen-long terme (il a fallu à l'Allemagne une décennie de déflation salariale cognée pour constituer son avantage compétitif actuel), c'est-à-dire dans un horizon temporel hors de proportion avec l'urgence du redémarrage de la croissance seul à même de réduire rapidement les ratios dette/PIB.

Mais c'est l'idée même que tous les Etats européens adoptent uniment cette stratégie qui la voue le plus sûrement à l'inanité, puisque par construction elle n'a de sens qu'unilatérale ! L'avantage compétitif est une donnée relative, aussi l'on peut bien vouloir la conversion de tous au vertueux modèle allemand, mais seulement au prix d'oublier que sa généralisation est en soi autodestructrice. Ne resterait que l'austérité proprement salariale venant se superposer à l'austérité budgétaire, et une constriction supplémentaire de la demande intérieure venant s'ajouter à l'absence d'expansion de la demande extérieure, splendide résultat on en conviendra. Mais peu importe finalement : l'inefficacité des politiques néolibérales n'ayant jamais été une raison suffisante de les récuser, il leur reste toutes les conquêtes institutionnelles engrangées dans l'intervalle qui les sépare de la flagrance d'échec, conquêtes dont le « pacte pour l'euro » de mars 2011 a déjà indiqué les principaux objectifs - réduction des pensions, facilitation des licenciements, décentralisations des négociations salariales, démantèlement des statuts protégés (CDI, fonction publique), conformément à la logique libérale voulant que tout ce qui peut être conçu comme flexibilisable finira flexibilisé -, tous motifs dont il faut se faire à l'idée qu'ils feront bientôt la nouvelle entêtante ritournelle de la politique économique.

Mais la crise des dettes souveraines dont les développements peuvent à tout instant spiraler hors de contrôle laissera-t-elle simplement le temps aux gouvernements de négocier ce nouveau tournant ? Rien n'est moins sûr, car la course de vitesse est maintenant engagée entre les manoeuvres dilatoires du néolibéralisme et la dynamique de sa propre décomposition. La finance, désormais passée en mode « panique », mâtinée de son éternelle logique des limites à tester, est partie pour aligner les uns après les autres les candidats au sauvetage - et plus les trophées potentiels sont gros plus ils sont excitants. L'Italie est maintenant au centre de ses attentions et il est à craindre qu'elle n'en sorte plus, sinon par la case plan de sauvetage (bail-out).

L'extravagante nomination de premiers ministres technocrates-banquiers, barbarisme politique si grossier que même les médias s'en sont aperçus, ne sera qu'un feu de paille. Le seul mérite qu'on puisse reconnaître aux éminentes figures de MM. Mario Monti et Lucas Papademos n'est-il pas d'être simplement plus crédible dans le maniement des écrous, c'est-à-dire dans cela-même qui est en train d'échouer ? La seule chose qu'on puisse attendre d'eux c'est de faire la même chose que leurs prédécesseurs mais en pire, ou bien de se faire les promoteurs de la « dévaluation interne » appelée au même destin. Il est vrai que M. Monti a de longue date attesté de ses lettres de créance européennes en indiquant qu'il voyait dans l'euro une opportunité historique de « germaniser l'approche budgétaire » de l'Italie ... [10] Il se pourrait alors que, d'ici quelques années, leur entrée soudaine sur la scène politique apparaisse rétrospectivement comme une de ces aberrations qui signent les manoeuvres désespérées d'un système finissant, le mépris de la politique démocratique en plus, comme il sied à tous les gouvernements se prétendant « experts » : des anciens de Goldman Sachs et/ou de la BCE, ex-économistes certifiés des universités les plus dévouées à la transmission de l'orthodoxie faillie [11], soit à peu près le portrait-type de tout ce qui a échoué... et n'en est pas moins reconduit.

Assurément ces deux hommes providentiels ne trouveront pas grand-chose dans la situation actuelle qui puisse les aider. Car dès lors que l'Italie se présente en haut du toboggan, il devient très évident que l'EFSF (le fonds de secours européen) n'est plus à la hauteur de sa tâche. Un calcul de coin de table [12] suggère que l'Italie seule ajouterait de l'ordre de 600 milliards d'euros aux charges potentielles de l'EFSF - pour l'heure dimensionné à 440 milliards d'euros. Certes, le sommet du 27 octobre s'est gargarisé d'augmenter la capacité du fonds à 1000 milliards... mais l'annonce n'a été suivie d'aucun détail pratique. L'Allemagne a répété qu'elle n'irait pas au-delà de son actuel plafond d'engagement. Quant aux pays tiers (la Chine ou les pétromonarchies) à qui on a tendu la sébile, on les sent étonnamment peu enthousiastes à l'idée d'embarquer sur le radeau de La Méduse. Cela sans même imaginer ce qu'il adviendrait du pauvre fonds si d'aventure l'Italie était suivie de l'Espagne ou, tiens, de la France...

Par un tragique effet de ciseau, chaque nouveau candidat au sauvetage frappe l'EFSF deux fois, d'abord évidemment du côté de ses débours, ensuite du côté de ses ressources puisqu'il va sans dire qu'entrant dans la liste des secourus un pays quitte ipso facto celle des sauveteurs. Il s'ensuit une re-péréquation de la charge d'ensemble sur les garants restant... qui fait voir plus crûment les limites du principe consistant à sauver les uns du surendettement en surendettant les autres. Sans même aller jusqu'au bail out déclaré, la simple perte de son triple-A par la France enverrait l'EFSF par le fond, menacé à son tour de perdre le sien à la suite de son deuxième principal contributeur - et l'on voit bien dès maintenant qu'il s'agit là d'un événement qu'il serait déraisonnable d'exclure tout à fait...

Pour son malheur, le pauvre fonds est par-dessus le marché affligé de missions qui ne lui reviennent en rien. Car voilà qu'experts inquiets, sans doute secrètement rejoints par quelques gouvernants à la peine, voudraient lui faire racheter sur les marchés secondaires les titres souverains des États-membres à la peine, manière d'endiguer la hausse de leurs taux d'intérêt. Mais ce genre d'opération ne saurait être l'affaire d'un fonds dont par construction les moyens sont limités - et que, bien sûr, les investisseurs n'auront de cesse de « tester ». Seule une banque centrale, imprimant monnaie en quantité virtuellement infinie, peut se mettre en travers de la spéculation avec quelque chance de succès. Encore faut-il qu'elle s'y décide, et plus encore qu'elle le dise haut et fort, c'est-à-dire en annonçant des engagements illimités, seule manière d'impressionner les marchés et de les faire refluer. La BCE ne fait ni l'un ni l'autre. Sans doute intervient-elle, en ce moment même, mais aussi peu que possible et presque honteusement, en tout cas en traînant ostensiblement les pieds, et toujours trop tard, alors que la situation a déjà passé ses seuils critiques de détérioration.

C'est que la BCE est l'un des hauts-lieux de la malfaçon européenne : prisonnière de dogmes absurdes, de règles paralysantes et des obsessions allemandes, elle est également à l'épicentre du problème objectif de l'aléa moral au sein d'une communauté de politiques économiques conduites indépendamment mais solidarisées de fait par leur commune appartenance à l'eurozone. Acculée, la BCE tente maintenant de régler aussi finement que possible une position de compromis où elle joue son existence même. Intervenir massivement, comme il le lui est demandé actuellement, équivaldrait à ses yeux à valider l'inconduite des États à finances dégradées, qui plus est en leur suggérant implicitement la possibilité d'abuser d'elle à nouveau comme ultime recours finalement toujours disponible - soit la plus mauvaise incitation possible à l'orthodoxie budgétaire dont elle se veut la gardienne. Mais ne pas intervenir, c'est prendre le risque de laisser la situation d'ensemble se détériorer à un point où la destruction de la zone euro deviendra la seule issue possible - et avec elle la disparition de la BCE en tant que telle !

Être infidèle à elle-même ou bien périr, voilà le dilemme dont la BCE tente de se sortir comme elle peut... Mais n'est-il pas déjà trop tard ? Et pour avoir trop sacrifié à ses principes, la BCE n'a-t-elle pas déjà passé, avec l'euro, le point de non-retour ? La généralisation de la logique dépressionnaire, inévitable corrélat des austérités aveugles, allume maintenant partout des foyers spéculatifs d'où résultent la hausse incontrôlable des taux d'intérêt (l'Italie, dernière en date, dont les taux à dix ans passent de 5,8% à la mi-octobre à 7,5% à la mi-novembre) et la dégradation cumulative de la dette de l'Etat concerné. La France, en tremblant, attend de connaître son sort. Elle se sait dans cette zone grise ou, pas encore ouvertement chassée, elle est cependant déjà cible à l'état latent, entre rumeurs, « boulettes » d'agence et rapports suspicieux [13]. Pour l'heure, toutes les économies qui sont entrées dans cette zone n'en sont sorties que la spéculation déchaînée au train, et vouées à prendre la direction de l'EFSF - mais du mauvais côté du guichet.

De l'inanité des sommets à répétition, voués à reparcourir ad nauseam les inextricables contradictions de l'actuelle monnaie unique, jusqu'aux nominations aux plus hauts emplois de technocrates espérés providentiels, en passant par l'épidémie de fausses alternances (Grèce, Portugal, Irlande, Italie, Grèce encore, bientôt Espagne, et puis France peut-être) substituant les mêmes aux mêmes, la zone euro transpire le désespoir. Et commence à puer la mort. Ça n'est peut-être pas l'insurrection qui vient, c'est l'équarrissage ! - au fait l'équarrissage de qui ? Le paradoxe de l'époque veut que ce soit simultanément celui, déjà bien entamé, des populations, mais aussi peut-être celui du néolibéralisme lui-même. Car ce dernier pourrait bien en être à tirer ses dernières cartouches. Plus encore que

l'inepte « dévaluation interne », le grand bond en avant fédéral, dernière solution susceptible de tous nous sauver, est juste l'affaire d'une petite demi-décennie - il n'est pas certain que la finance ait le bon goût d'attendre jusque-là. Le champ de ruines qui suivra de l'enchaînement de défauts souverains et d'écroulements bancaires aura au moins la puissante vertu de la tabula rasa, et pour tout le monde, libéraux compris. On n'a jamais vu système de domination rendre les armes de lui-même. Il faut y mettre de l'énergie, beaucoup d'énergie, que celle-ci vienne de l'onde de choc d'un effondrement systémique ou bien d'un soulèvement interne. Que la seconde impulsion accompagne la première, et pour toutes ses incertitudes, ce ne serait peut-être pas si mal : si, du néolibéralisme ou des populations, l'un seulement des deux doit y passer, qu'au moins ce soit lui.

Le Diplo, décembre 2011.

[1] Sommets « Grecia-1 », 9-5-10 ; « Irlanda-Portugal », 28-11-10 ; « Pacte pour l'euro », 11-3-11 ; « Grecia-2 », 21-7-11 ; « Grecia-3 », 27-10-11.

[2] Le creusement spontané du déficit en phase de récession produisant de lui-même en effet de relance

[3] Intitulé avec une parfaite neutralité, « Rompre avec la facilité de la dette publique » (La Documentation française, Paris 2005).

[4] « Rapport de la comission pour la libération de la croissance française », La Documentation française, Paris, 2008.

[5] Sommet de l'Eurogroupe du 11 mars 2011.

[6] Fonds Monétaire International, World Economic Outlook, Washington DC, avril 2011.

[7] Audace oxymorique signée Mme Lagarde qui voulait convaincre que la rigueur n'est pas contradictoire avec la relance...

[8] European Economic Forecast - Autumn 2011, direction générale « affaires économiques et financières », Commission européenne
<http://ec.europa.eu>

[9] Politique conduite par Pierre Bérégovoy de 1984 à 1993, la désinflation compétitive vise à substituer la compression salariale à la dévaluation du change pour construire l'avantage concurrentiel dans une stratégie de croissance tirée par les exportations.

[10] Charloagne, « The euro's existentials worries », The Economist, Londres, 6 mai 2010.

[11] Le Massachusetts Institut of Technologie pour M. Papadémos et l'Université Bocconi de Milan pour M. Monti

[12] Lire « Le commencement de la fin ». La Pompe à phynance, 11 août 2011, <http://blog.mondediplo.net>

[13] Comme celui du « cercle de réflexion » bruxellois The Lisbon Council (15 novembre 2011)